

La politique familiale de la Hongrie à l'ère de Viktor Orban



Article rédigé par Jeanne Smits, le 05 juin 2020

Cet article fait partie du dossier "Un vent de conservatisme" figurant dans le dernier numéro de la revue Liberté politique.

La Hongrie dirigée par le parti Fidesz et son président Viktor Orban a mis la bataille démographique au cœur de ses priorités. L'objectif : faire mentir l'axiome unanimement répandu aujourd'hui selon lequel l'immigration est la seule solution face à la crise de vitalité des sociétés occidentales. Pour quel résultat ?

Avec 1,2 enfant par femme en 2002, la Hongrie fait partie des pays européens où la dénatalité était alors la plus catastrophique. Sachant que dans les pays développés il faut 2,1 enfants par femme pour assurer le remplacement des générations, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour constater qu'à un tel rythme de naissances, les nouvelles cohortes de populations risquaient d'être divisées par deux à moyen terme.

La Hongrie de Fidesz – le parti au pouvoir depuis 2010 – et du président Viktor Orban a fait de l'inversion de cette courbe mortelle sa priorité des priorités, étant donné son choix parallèle mais tout à fait lié de ne pas compter sur l'immigration pour compenser le rétrécissement de la population, la diminution du nombre de personnes en âge de travailler et le poids croissant des personnes âgées sur l'économie.

Le déclin démographique avait commencé sous le communisme et selon Katalin Novak, dynamique secrétaire d'Etat à la famille, le gouvernement de gauche au pouvoir entre 2002 et 2010 a aggravé la situation en présidant à une chute remarquable du nombre de mariages : - 23 %.

Le premier souci de Fidesz a été de soutenir la famille légitime, dont toutes les études affirment qu'elle est le meilleur vecteur pour l'augmentation du nombre de familles nombreuses (à partir de trois enfants). Pari réussi : entre 2010 et 2019, le nombre de mariages, soutenu notamment par des mesures fiscales et financières que nous détaillerons plus loin, a progressé de 84 % selon les chiffres du gouvernement.

Retrouvez l'intégralité de l'article dans le dernier numéro de Liberté Politique [en cliquant ici](#).